

# En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 156, 8 avril 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

## Aménagement du territoire

### • Nouveaux défis de l'aménagement du territoire - Table ronde du 25 mars 2015.

Sénat. Hervé Maurey, président. @

Qu'est l'aménagement du territoire aujourd'hui ? Cette notion est-elle la même qu'il y a vingt ou trente ans ? Peut-on continuer à opposer ruralité et métropoles, urbain et périurbain ? Les zones rurales ont-elles encore un avenir ou doit-on accepter avec fatalité le décrochage de certains territoires ? L'objectif de cette table-ronde est de réfléchir à ces questions, d'actualiser et moderniser la réflexion et de dégager des pistes d'action.

## Collectivités territoriales

### • L'intercommunalité à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

DGCL ; Sylvie Plantevignes ; Lionel Sebbane. BIS, n° 104, mars 2015. 5 p. @

Début 2015, 2 133 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre sont recensés et couvrent la quasi-totalité des communes. Ils regroupent en moyenne 17 communes, mais avec des disparités importantes selon les départements.

## Développement durable

### • Innovation et villes durables : repères pour l'action.

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (CGDD/DRI) ; Caisse des Dépôts ; Advancity. Février 2015. 116 p. @

Innover dans la ville est devenu une préoccupation croissante tant pour les élus que pour les entreprises ou même les citoyens. Ce *vademecum* se veut un condensé méthodologique sur le management de l'innovation en milieu urbain issu de l'observation des meilleures pratiques en France et en Europe.

### • Panorama des projets territoriaux de développement durable en Île-de-France.

Teddif, mars 2015, 28 p. @

Le panorama 2015 des projets territoriaux de développement durable en Île-de-France rend compte de la mobilisation collective en présentant l'état d'avancement des projets franciliens portés par les collectivités territoriales (agendas 21 et PCET) au 31 décembre 2014. Il traduit en chiffres et à travers des témoignages et bonnes pratiques la dynamique de développement durable francilienne.

### • Le climat de la France au XXI<sup>ème</sup> siècle. Changement climatique et niveau de la mer : de la planète aux côtes françaises. Vol. 5.

Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie ; Jean Jouzel. Mars 2015. 70 p. @

Depuis deux décennies, le rythme d'élévation du niveau marin s'est accéléré. Les côtes françaises n'échappent pas à ce phénomène planétaire aux impacts multiples : risque d'aggravation des submersions marines, recul du trait de côte du fait de l'érosion, intrusions salines dans les aquifères côtiers. En matière d'urbanisme comme de conception et d'adaptation des ouvrages

côtiers et portuaires, des adaptations sont d'ores et déjà nécessaires.

## Développement économique

### • Guide du commerce en centre-ville.

Secrétariat d'Etat au Commerce, à l'Artisanat, à la Consommation et à l'Economie sociale et solidaire ; Association des maires de France (AMF) ; Conseil du commerce de France. Mars 2015, 94 p. @

Ce guide constitué de nombreux retours d'expériences positives pourra apporter de précieuses informations tant pour les commerçants que pour les élus soucieux d'instaurer ou de maintenir une politique de revitalisation de leur centres villes. Il recense les différents moyens d'action, de concertation et d'animation impliquant les communes, les intercommunalités, les associations de commerçants et les autres acteurs locaux.

## Développement territorial

### • Les échelles de la gestion territoriale.

Espaces et sociétés, n° 160-161, 1/2015. 304 p.

Au sommaire : Les déchets et l'aménagement des territoires de Buenos Aires et Rio de Janeiro / Les politiques transfrontalières France-Italie et les nouveaux enjeux territoriaux / Construction, reconstruction territoriale et décentralisation en Côte d'Ivoire (2002-2009) / Les enjeux de la planification spatiale en Angleterre et en France / L'apprentissage local d'une politique de l'emploi dans le Pays Valencien (Espagne) / La construction par consensus d'une politique foncière en faveur de l'habitat en Pays Voironnais / La recomposition des échelles territoriales en Galice (Espagne) / Métropoles en tension / La construction heurtée des espaces politiques métropolitains.

## Economie sociale et solidaire

### • Nouveaux regards sur l'économie à Paris. Les nouvelles formes de l'économie : économie circulaire, économie sociale et solidaire, économie collaborative.

APUR, mars 2015. 72 p. @

Cette étude dresse un premier portrait des formes émergentes d'économie, dont on constate l'installation dans le tissu parisien et métropolitain. Ont été retenues pour ce volet d'étude : l'économie circulaire, l'économie sociale et solidaire et l'économie collaborative. Après avoir défini les contours de ces économies, l'étude s'est attachée à regarder les spécificités de leur installation dans le territoire.

## Egalité-inégalité

### • Inégalités territoriales et réussite scolaire.

Fondation Jean Jaurès.

Mars 2015 (Vidéo). @

Quel est l'impact des inégalités territoriales sur la réussite scolaire ? Le territoire est-il un facteur déterminant dans la réussite ? Peut-on parer à ces inégalités ? Eléments de réponse avec le sociologue Choukri Ben Ayed.

### Etude économique de la France

OCDE  
Mars 2015. 162 p.

Rapport  
(Lecture en ligne uniquement)  
@

Synthèse  
@

## Emploi - insertion

### • Sécuriser les parcours d'insertion des jeunes.

CESE ; Antoine Dulin.  
25 mars 2015. 98 p.

En 2012, le Cese dressait le constat d'une précarisation croissante des jeunes dans son avis « *Droits réels / droits formels : améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes* ». Près de trois ans après, ce nouvel avis dresse un bilan des recommandations alors portées et propose de nouvelles mesures pour sécuriser les parcours d'insertion professionnelle et sociale des jeunes dont la situation a continué de se dégrader. [Rapport @ Synthèse @](#)

### • Les contrats aidés dans les Zus en 2013.

Fabien Delmas.  
Darès Analyses, n° 021, mars 2015. 10 p. @

En 2013, 60 000 résidents des zones urbaines sensibles (Zus) de France métropolitaine ont été recrutés ou renouvelés en contrat unique d'insertion (CUI) ou en emploi d'avenir. Créé à la fin 2012, l'emploi d'avenir est un contrat à destination des jeunes de 16 à 25 ans qui cible particulièrement les résidents des Zus.

### • L'emploi cadre, une répartition très inégale sur le territoire.

APEC.  
Les Etudes de l'emploi-cadre, n° 32, mars 2015. 24 p. @

D'après cette étude, 17 zones d'emploi concentrent 1,7 million de cadres, soit 58% du total. Principales caractéristiques de ces zones : une démographie dynamique, une prédominance du secteur tertiaire et des activités à forte valeur ajoutée. Paris regroupe à elle-seule plus du quart de l'emploi cadre en France. 213 zones comptent quant à elles moins de 5.000 cadres du privé sur leur territoire.

## Enseignement supérieur

### • Université : pour une nouvelle ambition.

Institut Montaigne ; Jean-Marc Schlenker.  
Mars 2015. 100 p. @

Si des progrès ont pu être réalisés ces dernières années, les universités souffrent encore d'un déficit de pluridisciplinarité, d'internationalisation et de professionnalisation. Dans un contexte français marqué par de multiples fractures et segmentations, des gains d'efficacité importants sont possibles, à moyens budgétaires constants.

## Etat

### • Financement de l'action publique : modèles et options.

Claire Delpech ; Françoise Navarre ; Sonia Guelton et al. Pouvoirs Locaux, n° 104, mars 2015. pp. 11-107.

Au sommaire : Conforter la recherche et l'expertise en finances locales en association avec les acteurs locaux / La gestion des services publics locaux en partenariat public-privé / Intercommunalités : boucs émissaires de l'augmentation des impôts locaux en France / Les logiques contraires à la péréquation / Vers de nouveaux modèles économiques urbains / Finances locales et citoyens : vers de nouvelles frontières / Quelle place pour l'investissement de demain ? Quelles solutions pour moins dépenser dans les collectivités locales ?

## Habitat - Logement

### • Quel traitement des enjeux de sécurité dans la rénovation urbaine ?

IAU Ile-de-France. Février 2015, 74 p. @

L'objectif de l'étude n'est pas de mesurer ni de quantifier l'impact de la rénovation urbaine sur l'insécurité des quartiers Anru mais de voir comment ont été traitées les questions de sécurité au sein des projets de rénovation urbaine via des processus réglementaires ou des initiatives locales.

## Indicateur

### • Rapport sur la proposition de loi visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques.

Sénat ; Antoine Lefèbvre.  
Rapport, n° 362, 25 mars 2015. 32 p. @

Ce rapport s'attache, tout d'abord, à revenir sur la notion de produit intérieur brut (PIB), qui constitue le principal indicateur du système de comptabilité nationale. Par ailleurs, il s'applique à identifier les limites du PIB et à présenter les différentes initiatives prises, tant en France qu'à l'étranger, en faveur du développement de nouveaux indicateurs de richesse.

## Métropole

### • Indicateurs comparés des 12 principales aires urbaines métropolitaines françaises.

Agence d'urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure (AURBSE). In Folio, n° 7, mars 2015. 16 p. @

Les indicateurs comparés présentés dans ce document ne prétendent pas refléter les multiples aspects de la métropolisation ni opérer de classements. Mais au travers de quelques indicateurs de cadrage ciblés par thématique (démographie, économie, éducation, niveaux de vie...), ils permettent de se rendre compte plus aisément de ce qui rapproche ou singularise au sein du panel constitué des douze principales aires urbaines métropolitaines françaises.

## Mobilité - Transports

### • Contribution de l'ARF aux réflexions sur l'avenir des Trains d'équilibre des territoires.

ARF. 31 mars 2015. 13 p. @

Les Régions apportent leur contribution à la commission présidée par Philippe Duron sur l'avenir des Trains d'équilibre du territoire (TET). Cette contribution passe en revue les principes généraux et les grandes orientations qui doivent guider cette réflexion.

### • Déménager pour une autre région. Le cadre de vie et l'emploi au cœur du choix des ménages.

Insee ; Jérôme Fabre ; Valérie Dejonghe.  
Insee Première, n° 1540, mars 2015. 4 p. @

Les déménagements d'une région à l'autre sont relativement peu nombreux : entre 2001 et 2006, ils ne concernent que 6 % de la population âgée d'au moins 5 ans. Ils sont liés, selon les cas, à la poursuite d'études, à l'entrée dans la vie active, à la recherche d'un nouveau cadre de vie... L'importance des flux de départs et d'arrivées et les raisons qui les motivent permettent de déterminer six grands ensembles de régions. Dans beaucoup de régions, les entrées sont davantage liées à des choix résidentiels qu'à une attractivité économique.

## Périurbain

### • Vulnérabilité énergétique : les pavillonnaires modestes sous tension.

IAU Ile-de-France ; Mireille Bouleau ; Lucile Mettetal.  
Note rapide Société, n° 678, mars 2015. 4 p. @

"Abordée dans sa double dimension des usages domestiques et de la mobilité automobile, la vulnérabilité énergétique met en lumière une population jusque-là peu connue des guichets sociaux : les « pavillonnaires » modestes de l'espace périurbain francilien, fragilisés par une consommation énergétique difficilement compressible. Un quotidien fait d'arbitrages et de sacrifices.

## Planification

### • Le PLU intercommunal toujours en question après la loi Alur.

IAU-Ile de France ; Alexandra Cocquière.  
Note rapide Territoires, n° 679, mars 2015. 4 p. @

Dans ce texte dense et complexe, qui revoit nombre de dispositions relatives à l'urbanisme et au logement, le législateur a consacré un important volet à l'évolution des documents d'urbanisme. La montée en puissance du PLUi en était l'un des objectifs majeurs. Et pourtant, un an après la parution de la loi, tout n'est pas stabilisé.

## Population

### • Les retraités : approches territoriales.

Conseil d'orientation des retraites (COR). Mars 2015.

La répartition des retraités sur le territoire est très loin d'être homogène. La part des retraités dans la population va ainsi de 15,5% en Ile-de-France (et 13,4% en Seine-Saint-Denis) à 29,2% en Limousin (et 33,5% dans la Creuse). Alors qu'ils constituent 21,3% de la population, les retraités représentent 23,6% des habitants des communes rurales et 20,6% de ceux des communes urbaines. Les disparités régionales ou locales dans les revenus des retraités reflètent celles de l'ensemble de la population. Le niveau de vie moyen le plus élevé se concentre en Ile-de-France et dans les grandes aires urbaines, au contraire des communes isolées.

*Synthèse @ Ensemble des documents @*

### • Vieillesse de la population, modes de vie et aménagement des territoires. Rencontre du 16 octobre 2014.

Agence d'urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure (AURBSE). Mars 2015. 42 p. @

Dans la continuité des travaux menés par l'agence d'urbanisme sur les perspectives d'évolution démographiques du bassin de vie de Rouen, cette rencontre avait pour but d'appréhender les différents enjeux sociétaux que le vieillissement de la population suppose dans les années à venir pour l'espace métropolitain rouennais.

## Prévention de la délinquance - Sécurité

### • Evaluation de la « méthode globale » en zone de sécurité prioritaire (ZSP) - Marseille.

Laurent Mucchielli (sous la dir) ; Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux (ORDCS)

Les rapports de recherche, n° 6, 3/2015. 134 p. @

A la demande de la Préfecture de police, l'évaluation confiée à l'ORDCS porte sur deux quartiers marseillais : Le Clos La Rose et La Sauvagère. La recherche a été menée selon trois phases méthodologiques : "Reconstruction de l'historique du quartier et diagnostic de sa situation sociologique actuelle" ; "Reconstitution de l'action sur le territoire de la ZSP menée depuis 2013 et état du partenariat local" ; "Enquête sur un échantillon représentatif de la population résidente."

## Santé

### • Inégalités sociales et alimentation. Quels sont les besoins et les attentes en termes d'alimentation des personnes en situation d'insécurité alimentaire et comment les dispositifs d'aide alimentaire peuvent y répondre au mieux ?

B. Badia ; F. Brune ; A. Carrera ; Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt FORS recherche sociale; décembre 2014 (publication avril 2015). 182 p. @

L'enquête analyse les besoins et les attentes en matière d'alimentation des ménages en insécurité alimentaire, qu'ils soient bénéficiaires de l'aide alimentaire ou non, afin d'identifier des pistes d'amélioration et d'ouvrir des perspectives pour les dispositifs d'aide alimentaire actuels.

## Urbain

### • La ville durable, nouveau modèle urbain ou changement de paradigme ?

Frédéric Héran

Métropolitiques, 23 mars 2015. 5 p. @

Les modèles urbains qui s'inscrivent dans le mouvement de la ville durable ne relèvent pas, selon Frédéric Héran, du registre de l'utopie, mais poursuivent des objectifs qui se veulent réalistes. Ils se trouvent de ce fait en rupture avec la tradition de l'urbanisme moderne, opérant un changement de paradigme.

### • Infrastructures vertes urbaines et développement : vers une évaluation des impacts socio-économiques de la nature en ville.

Synergiz. Cahiers de BIODIV'50, n° 5, 19/3/2015. 36 p. @

Cette étude tente d'identifier et de quantifier les impacts socio-économiques tangibles des espaces naturels dans l'environnement urbain et de mettre en évidence leur contribution effective au développement de l'économie locale à travers l'utilisation du concept d'infrastructure verte.

### • Mixité fonctionnelle versus zoning : un renouvellement du débat ?

Le 4 Pages du PUCA, n° 22, mars 2015. @

Alternative au zonage et à la spécialisation par usage de l'espace urbain, la mixité fonctionnelle semble faire aujourd'hui consensus. Mixité urbaine, diversité des fonctions, mixité des usages : l'injonction à la mixité fonctionnelle est présente en France depuis plusieurs décennies, devenant un objectif majeur des politiques urbaines. Historiquement, la séparation des fonctions constituait le principe ordonnateur de la ville moderne. Progressivement, face aux problèmes d'enclavement économique et social et de congestion, la séparation des fonctions a été remise en cause.

## Union européenne

### • Union européenne, aménagement et développement des territoires.

Antoine Beyer ; Nicolas Lambert ; Bernard Élissalde et al. L'Information géographique, Vol. 79, 2015/1. 100 p. @

La politique européenne des transports procède-t-elle d'une logique territoriale ? / Aménagement et gouvernabilité / Deux outils cartographiques à l'appui de la réflexion en aménagement du territoire / Parlez-vous l'europpéen ? Enquête sur quelques notions clés de la politique régionale de l'UE...

## Le carré législatif et parlementaire

• Arrêté du 20 mars 2015 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2011 portant nomination à l'Observatoire des territoires.

• Arrêté du 27 mars 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

• Ordonnance n° 2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique.

• Circulaire INTK 1500259J du 25 mars relative aux orientations en faveur de l'amélioration des relations entre la population et les forces de sécurité de l'Etat dans les zones de sécurité prioritaires et les quartiers de la politique de la ville.

• Circulaire DS/B1/2015/93 du 25 mars 2015 relative à l'intégration des enjeux et de la place du sport au sein des contrats de ville.

• Instruction relative aux orientations du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pour 2015 dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre le terrorisme.

## Outils

### • Observatoire nationale de la délinquance et des réponses pénales (INHESJ-ONDRP). @

L'ONDRP vient de publier son bulletin mensuel relatif à la criminalité et la délinquance enregistrées en France. Accédez au bulletin de février 2015 ainsi qu'aux anciens numéros.

### • Observatoire des inégalités en Belgique. @

Membre du réseau européen sur les inégalités, *Inequality Watch*, l'observatoire belge des inégalités a lancé un site internet proposant de nombreuses contributions de géographes, de sociologues et d'universitaires. Une lettre d'actualité, sur abonnement, est éditée selon une périodicité bimestrielle.